1873 : situation sanitaire et sociale dans le Finistère

Le 19ème siècle breton est marqué par une pauvreté et un retard éducatif. La population vit dans des conditions de pauvreté sévère par rapport au reste de la France, notamment sur le plan nutritionnel ou médical. Les lits d'hôpitaux sont insuffisants, l'apport en viande par personne et par année est peu élevé (10 kg de viande en Finistère contre 80 kg à Paris). Face à cette pauvreté, beaucoup émigrent vers la capitale, dont le trajet est facilité par la voie de chemin de fer.

La santé n'est pas le seul domaine critique en Bretagne au 19ème siècle. L'éducation est un problème majeur. En 1855, le taux d'alphabétisation des conscrits du Finistère est de 40%. Entre 1854 et 1855, 54,90% des hommes et 29,20% des femmes sont capables de signer leur contrat de mariage dans le Finistère, contre respectivement 68,40% et 52,60% dans toute la France. Dans le Finistère on compte en 1847 un total de 590 écoles primaires, fréquentées par 98 000 élèves.

Création d'une école primaire

Cette situation de pauvreté et de retard par rapport à la France, amène le Conseil général à développer la création d'écoles. Lors de la **session du 18 août 1873**, on décide d'un projet de création d'une école normale primaire. Sur l'exemple de Rouen, on choisit de construire une école normale primaire, chargée de former des élèves maîtres laïques, soumis à l'enseignement, aux méthodes et aux examens d'entrée et de sortie.

Ce projet a été retenu par la commission, selon le motif suivant : « un système qui réussit dans des départements tels que la Seine Inférieure et l'Oise, obtiendrait dans les campagnes du Finistère un succès beaucoup plus complet encore ». **L'école est inaugurée en 1874**.

Prises d'actions sociales et sanitaires

Dans la table décennale de 1872-1881 (mise en place par Léon Paul Lagrange De Langle, préfet du Finistère, après la loi de 1871 pour « répondre aux exigences du service »), on remarque des prises de décisions de différents conseillers montrant l'évolution du Finistère à la fin du 19ème siècle.

Le **conseiller Gestin** montre son fort intérêt pour la protection et l'encadrement des jeunes enfants, notamment dans le domaine de la santé.
Il demande par exemple en 1872, la fixation à 4 ans de la durée des secours temporaires donnés aux « enfants assistés », ainsi qu'une indemnité aux nourrices. En 1881, il demande la création de la société de protection à l'enfance abandonnée.

- Dans le domaine médical, il demande l'autorisation à prélever sur la réserve en cas d'insuffisance pour la santé publique et les rapports médicaux. Il se penche en 1875 sur l'observation de l'épidémie de la variole. En 1881, il s'intéresse aux fonctionnement des services épidémiologiques.
- Dans le domaine de l'éducation, il demande en 1874 l'introduction de la méthode Cresson dans l'enseignement du dessin, et en 1875 l'introduction de la notion économique dans l'enseignement primaire. Il prend aussi en considération les enseignants et demande une allocation pour augmenter le traitement des inspecteurs et la réserve d'une chambre destinée aux archives (entre 1772 et 1875). Il demande aussi la création d'un nouveau crédit destiné à l'indemnité des intérimaires de l'enseignement primaire en 1880. Avec Le Roux il propose un projet de création d'un bâtiment et de mobilité pour l'école normale des instituteurs en 1872. Le Roux étant lui-même préoccupé dans le domaine de l'enseignement : en 1872 il demande la recrue d'instituteurs pour l'enseignement laïque et congréganiste. 4 ans plus tard, il propose une allocation pour augmenter les frais de tournées des inspecteurs. Enfin, en 1879 il propose un projet de construction d'un bâtiment pour les archives départementales.

Au même titre que les conseillers généraux, **François de Kerjégu**, président du conseil, demande et propose des changements ou améliorations lors des séances. Davantage tournée vers le domaine agricole, il décide par exemple en 1876 de la suppression de l'école de Trévarez. En 1879 il propose plusieurs changements, toujours dans le même domaine : réorganisation de l'enseignement agricole, création d'une bourse pour l'école du Grand Jaouen et la création d'un service sanitaire pour le bétail.
Pour compléter ces prises de décisions, le 15 juillet 1896 est voté la loi sur l'assistance médicale gratuite.

Retourner à la frise chronologique

Pour en savoir plus

Consultez les cotes **1N257** et **1 N 91** , en salle de lecture de Quimper. Vous pouvez également consulter la **série T**, dédiée à l'enseignement général et aux affaires culturelles, avant 1940.

Documents numérisés
Extrait de la session du 18 août 1873
Table décennale de 1872-1881